



Titres-services :

Fermez le secteur et garantissez le salaire

Les gouvernements wallon et bruxellois ont demandé la fermeture du secteur des titres-services. La fédération des employeurs, Federgon, se rallie à cette demande. Entre-temps, beaucoup d'entreprises titres-services décident elles-mêmes de suspendre leurs activités. Selon les estimations, plus de 80% du secteur est déjà à l'arrêt. Mais le gouvernement flamand fait obstacle. Nous lançons dès lors un appel clair à la ministre flamande Hilde Crevits et au gouvernement fédéral : fermez le secteur maintenant.

Par ailleurs, le gouvernement flamand, tout comme celui de Bruxelles et de la Wallonie, doit garantir le salaire des travailleurs. Il s'agit de fonds que le gouvernement aurait de toute façon versés pour les salaires des travailleurs. Le but ne peut pas être que le gouvernement flamand économise de l'argent sur le secteur grâce à cette crise, et que les travailleurs retombent sur une indemnité de chômage temporaire qui s'élève en moyenne à moins de 500 euros.

De nombreuses entreprises déclarent maintenant du chômage temporaire économique ou pour force majeure. Même si celui-ci est passé de 65 à 70 % du salaire brut plafonné, c'est loin d'être une solution tenable pour les aide-ménagères du secteur des titres-services qui perçoivent un salaire très bas et ont généralement très peu de réserves.

Outre l'aspect financier, il y a aussi le risque pour la santé. Le secteur des titres-services représente 140.000 travailleuses et plus d'un million d'utilisateurs, dont 24% dans la tranche des plus de 65 ans. Le risque est donc réel. Ajoutons à cela le fait que de plus en plus de clients sont chez eux, en raison du télétravail ou pour garder leurs enfants et on comprend vite l'urgence.

D'une part nous demandons la fermeture du secteur. D'autre part, nous demandons aux gouvernements d'utiliser les budgets régionaux destinés au secteur des titres-services, qui étaient déjà prévus pour les aide-ménagères afin d'éviter le gouffre financier pour ces travailleurs.

Les différents gouvernements doivent avoir conscience qu'à situation inchangée, nous courons tout droit vers une catastrophe sociale sans nom. Nous demandons aux ministres régionaux de se concerter afin d'obtenir une solution fédérale.